



## ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

**LE MAIRE de la commune de Saint-Agrève**

- VU la demande en date du 27 septembre 2023 par l'entreprise DELOLME Menuiseries, 101 allée des bouleaux à 43190 Tence, pour le compte de Monsieur BLACHERE Jean-Claude, 215 rue de l'église à 07320 Saint-Agrève **Sollicite l'autorisation d'occupation d'une partie de la chaussée pour l'installation d'un échafaudage au N°55 rue des près de Coussac 07320 Saint-Agrève au long de la parcelle BV 0114.**
- VU le code de la voirie routière,
- VU le code général des collectivités territoriales,
- VU la Loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la Loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la Loi 83-8 du 07 janvier 1983,
- VU le règlement général de voirie du 12/11/1964 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales,
- VU l'état des lieux,

### ARRÊTE

#### **ARTICLE 1 -Autorisation**

Afin de permettre à l'entreprise DELOLME Menuiseries d'effectuer des travaux de réfection de toiture au N°55 rue des près de Coussac 07320 Saint-Agrève du 16/10/2023 au 04/11/23:

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande: **Occupation d'une partie de la chaussée le long de la parcelle BV 0114 par l'installation d'un échafaudage pour la réfection de la toiture.**

#### **ARTICLE 2 – Prescriptions techniques particulières**

##### **DISPOSITIONS SPÉCIALES**

L'entreprise devra pouvoir intervenir en cas d'urgence sur cette signalisation installée. Le chantier sera signalé de jour comme de nuit :

- De jour par panneaux de signalisation temporaire.**
- De nuit par une signalisation réfléchissante.**

La libre circulation des piétons et des véhicules devra être assurée en toute sécurité.

#### **ARTICLE 3- Sécurité et signalisation de chantier**

Le bénéficiaire devra signaler son chantier conformément aux dispositions suivantes:Le pétitionnaire aura la charge de la signalisation de son chantier et sa maintenance de jour comme de nuit, conformément à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière figurant sous le titre «Huitième partie: signalisation temporaire» (arrêté du 6 novembre 1992). Il sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, de même pour toute autre raison liée au chantier.

Des panneaux «Attention travaux» seront installés en aval et en amont du chantier.

#### **ARTICLE 4 – Implantation ouverture de chantier et récolement**

Le bénéficiaire informera le signataire du présent arrêté ou son représentant 1 jour avant le début du stationnement afin de procéder à la vérification de l'implantation. **L'autorisation est valable à compter du 16 octobre 2023** comme précisé dans la demande.

#### **ARTICLE 5 – Responsabilité**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **ARTICLE 6 – Formalités d'urbanisme**

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

#### **ARTICLE 7 – Validité et renouvellement de l'arrêté, remise en état des lieux**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale jusqu'au **04/11/2023**.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

-M. le Maire de Saint-Agrève.

-le chef de brigade de Gendarmerie de Saint-Agrève: [cob.lecheylard@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:cob.lecheylard@gendarmerie.interieur.gouv.fr)

-M. Delolme David: [delolme.david@gmail.com](mailto:delolme.david@gmail.com)

-Les Services Techniques de la ville.

Saint-Agrève, le 05 octobre 2023

Le Maire

Michel Villemagne

